

Le monde pour tous plutôt que la course au profit ?

SOMMAIRE

Édito

Acquisitions du centre de doc

Peuples Solidaires

Le Burkina avance, avec nous ?

Droits de l'Homme

« Pour un système universel des valeurs »

Méditerranée

Gaza : 6 mois après, rien n'est réglé

Développement

Des paysans brésiliens en transition

Nicaragua : No al Canal

Alternatiba

Courrier des lecteurs

René Vautier

Résistons

Café de l'actu

Clowns Sans Frontières

Osez le féminisme (annonce)

Aux croisements du monde

Cuba Si !

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

L'actualité a mis le projecteur sur trois dangers mortels pour nos sociétés : le non consentement à l'impôt, l'accroissement des disparités économiques et la relégation des populations défavorisées.

L'évitement fiscal que pratiquent les gens fortunés et les grandes sociétés, que ce soit par l'évasion (Swissleaks), l'optimisation (Junker-gate, Luxleaks) et ses mécanismes (dumping, exil et paradis fiscaux) démontre leur refus de l'impôt.

Les inégalités de revenus et de patrimoine entre les mieux nantis et le reste de la population s'accroissent rapidement : selon l'ONG Oxfam, 1 % de la population mondiale concentrera 50 % du patrimoine en 2016, selon l'INSEE, de 2001 à 2011, le revenu moyen des 10 % des Français les plus pauvres a augmenté de 1 % tandis que celui des 10 % les plus riches croissait de 16 %.

Ces problèmes traduisent l'égoïsme de classe des nantis. Au prétexte que toute entrave mise à leur liberté individuelle de posséder et d'entreprendre est un frein au développement, ils refusent toute régulation et toute mise en cause de la pertinence de leurs privilèges :

- Est-il juste que le capital soit mieux rémunéré que le travail, que les revenus du patrimoine soient moins taxés que ceux du travail ?

- Est-il pertinent que le rapport entre le salaire du patron d'une grande entreprise et celui de ses employés au bas de l'échelle soit supérieur à 200 ?

- Est-il anormal de concevoir une fiscalité fortement progressive sur le revenu et sur la transmission du patrimoine ?

Depuis l'antiquité des penseurs se sont interrogés sur le rôle et la légitimité des disparités dans la société et des relations entre les notions de liberté et d'égalité. Au XVIIIème siècle ces

réflexions ont été à l'origine de grandes avancées opérées par les Révolutions américaine et française. Aux XIXème et XXème siècle, époques de grandes révolutions économiques et industrielles, réflexions et expérimentations se sont poursuivies et ont mené à ce qu'on a appelé l'État providence dans les pays du monde occidental.

Avec le tournant thatchero-reaganien des années 1980 et l'effondrement du Bloc soviétique, on assiste à une forte régression des acquis sociaux, au démantèlement des services publics et à l'individualisation des rémunérations.

Il est vital qu'aujourd'hui les voix dissidentes prennent le pas sur celles de l'orthodoxie néolibérale responsable de la crise économique actuelle qui mène le monde.

La relégation de pans entiers de notre population fait que l'on parle aujourd'hui de ghettos et même d'apartheid.

L'exil des riches sous des cieus fiscaux plus cléments n'est qu'une des façons de faire sécession. Ceux qui restent se mettent en retrait de la société en refusant de participer à la solidarité par l'impôt ; le creusement des écarts économiques et culturels se traduit par la ségrégation scolaire et la floraison des ensembles résidentiels fermés. Il y a dans nos pays des ghettos de riches et des ghettos de pauvres.

La démocratie est souvent symbolisée en France par ces trois mots hérités de son histoire : liberté, égalité, fraternité. Si nous voulons les faire vivre et continuer à faire société, il faut imposer, au niveau national et international, les outils de régulation économique qui permettent d'éradiquer les maux que sont l'évitement fiscal et la croissance des inégalités.

événement

Samedi 14 mars de 14h à 18h

**Assemblée Générale de la
Maison du Monde**

café de l'actu

Mardi 3 mars 18h30 à la Maison du Monde

**Carte blanche à l'association
"Osez le féminisme"**

avec Marie-Anne Bachellerie voir page 11

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

janvier 2015

« Atlas des migrants en Europe : géographie critique des politiques migratoires »

MIGREUROPE - livre - 2012

« Charlie Hebdo du 14 janvier 2015 »

périodique - 2015

« Eduquer les jeunes à la citoyenneté et à la solidarité : comment sensibiliser les jeunes »

STARTING BLOCK – livret pédagogique – 2007

« En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite »

Pierre-Yves BULTEAU - livre – 2014

Résumé : *Sur fond de crise économique et sociale persistante, l'extrême droite propage ses idées et désigne les boucs émissaires : "Il n'y a jamais eu autant d'étrangers en France", "Nous sommes envahis par l'islam qui veut détruire notre mode de vie", "Si les entreprises licencient, c'est à cause des travailleurs indiens et chinois qui acceptent des salaires de misère". Mensonges et idées fausses sont mobilisés pour des*

promesses illusoires : "Renvoyons les étrangers chez eux, le chômage disparaîtra", "Réservons les logements sociaux aux Français", "Sortons de l'euro pour rétablir la santé économique de la France"... Ce livre entend rétablir la vérité. Il analyse plus de 70 de ces idées reçues diffusées par l'extrême droite et les réfute une à une en s'appuyant sur des données solides. Au-delà des faits, il dévoile un discours de propagande selon lequel l'égalité des êtres humains ne serait pas une chance mais une menace. Accessible à un grand public, cet ouvrage constitue un antidote indispensable au discours du Front national et de ses satellites. Il met en garde contre les tentations autoritaires et illusoires du "chacun chez soi" et du "chacun pour soi", et invite au choix d'une société d'égalité, de liberté et de fraternité pour tous.

« Equipés pour soigner : une enquête sur le don de matériel médical » Hélène PINEAU- dvd – 2012

« Les Roms, population discriminée : dossier sur les Roms et les médias » CDSI / RITIMO - fascicule - 2014



FOCUS SUR UN ABONNEMENT DISPONIBLE AU CENTRE DE DOCUMENTATION RITIMO D'EVRY

La revue « L'âge de faire » : L'âge de faire témoigne des expériences alternatives en matière de réappropriation de l'économie, de création de lien social, d'écologie et d'engagement citoyen. Son credo : offrir à ses lecteurs des outils qui leur permettront de mettre en œuvre leurs idées. Il tire à 30 000 exemplaires, est distribué au niveau national et compte près de 11 000 abonnés.

LE BURKINA AVANCE, AVEC NOUS ?



A Ouagadougou, la place des Nations a été rebaptisée Place de la Révolution. Ce pays avec lequel la Fédération Peuples Solidaires a des liens forts avance à grande vitesse vers plus de démocratie et de liberté. Depuis quelques années, et le mouvement s'est accéléré depuis 2011, les Burkinabé disaient clairement leurs opinions. La surprise est venue de l'engagement massif des jeunes (15-25 ans) et de leurs capacités à se mobiliser en entraînant avec eux les autres couches de la population. Deux journées d'occupation des secteurs-clefs des principales villes et 37 ans

de règne de Blaise Compaoré se sont achevés. Les Hommes Intègres ont su gérer habilement la sortie de crise et il ne passe pas un jour sans que de nouvelles avancées ne soient annoncées. Une vingtaine de groupes locaux sont en partenariat direct avec des villages ou des communautés de ce pays. Et pas seulement pour des actions d'aide au développement mais aussi pour des échanges, pour des réflexions, du partage. La conquête de leurs droits qu'ils conduisent Sagement est à mettre en résonance avec l'évolution des groupes vers l'approche par les

droits. Nous avons là une opportunité de convergence à saisir : nous avons les outils (cadre partagé), l'expérience et les réseaux. En recherchant là-bas de nouveaux partenaires nationaux, en créant une synergie entre les Groupes, et avec l'appui de la Fédération, nous pouvons contribuer à renforcer les Droits au Burkina-Faso. En avons-nous la volonté ? (Raymonde Lebois, Présidente Peuples Solidaires Marvejols)
Fruits de Palabres N° 52

POUR UN SYSTEME UNIVERSEL DE VALEURS

Bernard Ravenel est un historien spécialiste entre autres du monde méditerranéen. Il a fondé la revue *Confluences* avec Jean-Paul Chagnollaude, il a été président de l'Association France-Palestine Solidarité de 2001 à 2009. Proche de la Maison du Monde depuis ses origines, nous lui avons demandé de réagir aux assassinats des 7 et 8 janvier 2015.

Il est encore bien tôt pour avoir une appréciation d'ensemble précise sur les événements que nous venons de vivre en France en ce début janvier. L'acte de guerre qu'a été l'exécution des journalistes de Charlie Hebdo et le meurtre des citoyens juifs à la Porte de Vincennes ont produit un véritable traumatisme national.

En réaction, s'est déployée une énorme mobilisation de la société française qui a montré aux yeux du monde l'ampleur et la détermination d'une opinion publique capable de réagir au nom de la tolérance et de la démocratie, évitant soigneusement de tomber dans le schéma du conflit de civilisations. Pour cette société civile en mouvement la liberté de tous et de chacun est essentielle. Ce n'était pas évident dans un pays où le discours du Front national semble trouver une écoute toujours plus large.

Maintenant, au nom d'une démarche raisonnablement laïque, il convient de s'interroger. Non sur le terrorisme en soi, qui est aberrant et sans justification, mais sur un problème plus général qui doit nous préoccuper et nous faire réfléchir tous ensemble : celui de nos valeurs communes. Si nous aspirons à un avenir commun, il faut qu'il soit bâti sur un socle commun de valeurs communes c'est-à-dire universelles. C'est toute la question. En effet sommes-nous sûrs que ce que nous définissons comme universel implique toute l'Humanité ? Ou ne devrions-nous pas prendre acte que les valeurs de la Révolution française -Liberté, Egalité, Fraternité - ont été gravement « dévalorisées » par l'histoire réelle qui a suivi au point qu'elles ne peuvent plus recevoir une adhésion unanime : colonialisme, guerres, inégalités, discriminations, exclusions, sont

passés par là et pèsent lourd dans cette histoire et dans le paysage mental des peuples qui ont été colonisés.

Il ne s'agit certes pas de renoncer à construire un « commun » réel de valeurs, bien au contraire. L'universalisme a été l'aspiration universelle de la Révolution française mais aussi du mouvement socialiste et des peuples qui ont battu le fascisme et qui ont créé l'ONU et promulgué la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948.

Le problème est que cet universalisme qui inclut une conquête aussi importante que la démocratie politique a été codifié par le seul monde occidental. Ce modèle de modernité ne peut être considéré comme le seul qui puisse se définir civilisation : ne serait-ce que parce que ce fut seulement une minorité de l'humanité à le déterminer. Le problème de définir l'universalisme ne se posait pas concrètement lorsque chacun vivait dans son coin. Le colonialisme occidental avait déjà créé certes des gros problèmes en cherchant à imposer par la force la culture de la métropole. Mais cela se passait à l'extérieur. Aujourd'hui, avec la globalisation, la « diversité » n'est plus lointaine ; nous la rencontrons au coin de la rue, au supermarché, à l'école.

Mais cette diversité a été le plus souvent ghettoïsée comme vient de le reconnaître Manuel Valls. Ce qui est contraire à une perspective universaliste commune. Les cultures ne sont pas des graines qui doivent être conservées au nom de la biodiversité ; si elles ne changent pas, si elles n'échangent pas, elles perdent le dynamisme indispensable à leur fonction anthropologique. Il ne s'agit donc pas de renoncer à l'objectif de construire un système commun de

valeurs, tout en conservant la richesse de la diversité. Edward Saïd, le grand intellectuel palestinien, disait : « Les cultures de l'autre sont précieuses pour nous, pour dynamiser nos sociétés. Il ne s'agit pas de les tolérer, en faisant du multiculturalisme un fétiche, mais de les assumer comme ressource critique de nous-mêmes. »

Il ne s'agit pas d'un discours théorique, il s'agit de repenser la citoyenneté en France et en Europe prenant acte des proportions désormais atteintes par les processus migratoires. Il nous faut nous interroger sur la « modernité occidentale » dans sa prétention de proclamer sa supériorité et réfléchir sur la culture arabe et islamique comme critique qui peut être utile de notre culture occidentale. Et réciproquement. Une démarche indispensable pour définir ensemble des valeurs communes pour un avenir commun. Sinon, comme l'avait dit Jacques Guyard lors du 30ème anniversaire de la Maison du Monde, ce sera la guerre.

Bernard Ravenel

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	G		C	R	A	Y	O	N		R
II	O	D	A		I	O		U	N	I
III	L	A	B	A	R	U	M		O	N
IV	P	E	U	R		Y	O	U	N	G
V	E	C		A	M	O	U	R		
VI		H	U	M	O	U	R		F	I
VII	R		T	I	L	S	I	T		D
VIII	E	L	O	S	I		R	A	G	E
IX	C	A	P		E	N		U	S	A
X	U		I	S	R	A	E	L		U
XI	S	C	E	N	E		F	E	U	X

SOLUTION - Grille n°128
NOUS SOMMES CHARLIE

SIX MOIS APRÈS, RIEN N'EST RÉGLÉ

Evry Palestine, Comité local AFPS www.evrypalestine.org contact@evrypalestine.org

Les accords de cessez-le-feu, avortés et non respectés

Plus de 2 000 morts palestiniens, principalement des civils, dont au moins 500 enfants, 11 000 blessés, plus de 60 000 logements détruits, 100 000 personnes sans abris, des terres agricoles dévastées, des sites industriels détruits, environ 5 milliards d'euros de dégâts... Tel est le résultat de l'opération « Bordure protectrice » en réponse à l'assassinat en Cisjordanie de trois jeunes colons, imputé par Israël au Hamas, mais aussi occasion de mettre à mal le fragile gouvernement palestinien d'unité nationale tout juste installé.

Les accords du Caire qui ont suivi le cessez-le-feu intervenu fin août prévoyaient l'établissement d'une trêve à long terme. Mais comme d'habitude Israël ne respecte pas ses engagements et l'agression contre la population de Gaza continue. Les violations du cessez-le-feu sont quasi quotidiennes. A la frontière au nord, le PCHR (centre palestinien des droits de l'Homme) rapporte régulièrement des tirs contre des civils en majorité des jeunes et des enfants. Les chars font des incursions régulières et contrôlent les zones tampons à l'est (environ 35 % des terres agricoles), les soldats ouvrant délibérément le feu sur les agriculteurs désirant exploiter leurs terres à proximité de ces zones. La marine israélienne tire toujours sur les bateaux des pêcheurs à l'intérieur de la zone des 6 miles nautiques et confisque régulièrement l'outil de travail des pêcheurs.

L'agression israélienne se poursuit aussi de façon indirecte par l'explosion de restes de munitions laissées par les Israéliens, blessant gravement des enfants et des familles entières. Et le PCHR estime qu'un grand nombre de ces explosifs est encore actif, menaçant une grande partie de la population civile.

Un blocus plus hermétique que jamais

Le blocus sur la Bande de Gaza, imposé par Israël, est en vigueur depuis 2009. Côté israélien, le poste frontière d'Erez n'est ouvert qu'à titre exceptionnel aux Palestiniens et à quelques visiteurs étrangers. Même la commission d'enquête de l'ONU s'est vue refuser l'entrée !

Côté égyptien, la ville de Rafah était la voie qui restait aux Palestiniens pour entrer et sortir de la bande de Gaza. Mais la situation a brutalement changé avec la prise de pouvoir du maréchal Sissi en Egypte. Prenant prétexte d'attaques (bien réelles et meurtrières) de la part de groupes armés dans le Sinaï, le pouvoir égyptien maintient le passage de Rafah le plus souvent fermé, a détruit les tunnels qui permettaient aux habitants de Gaza de s'approvisionner, et a récemment entrepris de créer une zone tampon de 14 km de long sur 500 mètres de large en détruisant des quartiers égyptiens et en mettant à la rue des centaines de familles. Il collabore ainsi pleinement au blocus de la bande de Gaza par Israël.

L'impuissance du gouvernement de réconciliation nationale palestinien

Le gouvernement palestinien de réconciliation nationale s'est formé en juin pour sceller la fin de la division entre les deux directions politiques palestiniennes, ce qui a été le déclencheur de l'offensive israélienne de juillet-août 2014. Composé de 17 ministres technocrates, dont 5 de Gaza, c'est un exécutif de

transition qui avait pour mission prioritaire de préparer les élections présidentielle et législatives d'ici à la fin de l'année.

Aujourd'hui, pour Gaza, il ne semble pas avoir dépassé le stade des déclarations d'intentions. A Gaza, chacun des deux partis se renvoie la responsabilité de la crise politique. La question du salaire des fonctionnaires (ceux de l'Autorité Palestinienne et ceux qui ont été nommés depuis par l'administration du Hamas), est un des points de blocage parmi les plus ardues.

Pendant ce temps, l'absence de perspective politique mine le peuple de Gaza.



Anne PAQ - ACTIVESTILLS © - Gaza 2014 -

Un processus de reconstruction en échec

La conférence des donateurs au Caire avait promis en Octobre, 5,45 milliards de dollars (4,9 milliards d'euros) pour la reconstruction du territoire. Sous l'initiative de Robert Serry (envoyé spécial de l'ONU), la conférence du Caire a adopté des mécanismes en ayant recours à des inspecteurs de l'ONU pour contrôler le processus de reconstruction et en rendre compte à l'administration israélienne de l'occupation. Des arguments sécuritaires qui conduisent à une entrée extrêmement lente des matériaux, à une complicité inacceptable de l'ONU avec les forces d'occupation, et à un business rentable pour les entreprises israéliennes de matériaux !

Amjad Shawa, directeur du Réseau des ONG palestiniennes (PNGO) rappelle que « ces mécanismes vont ralentir gravement le processus de reconstruction. Ils reposent sur l'idée selon laquelle la sécurité d'Israël ne peut être garantie qu'au détriment des besoins et des droits des Palestiniens. Enfin, ils contribuent à légitimer et à maintenir le blocus alors que ce dernier est contraire au droit international. » Il appelle donc l'ONU « à obtenir la levée totale du blocus et à renvoyer Israël devant ses responsabilités de puissance occupante ».

LES CONSEQUENCES POUR LA POPULATION

Un hiver terrible

Près de 6 mois plus tard, un grand nombre de Gazaouis ayant perdu leur maison sont encore hébergés dans des écoles de l'UNRWA ou vivent dans des abris de fortune, dans des tentes montées près des ruines de leur maison. Les conditions de vie sont extrêmement précaires, et les familles qui ont tout perdu dans les ruines de leur maison ont été particulièrement affectées

par la tempête Huda qui a sévi début janvier avec de fortes pluies et des températures glaciales : 4 bébés sont morts de froid.

L'électricité reste coupée 12 à 18 heures par jour. La population est également confrontée à une grave pénurie de gaz de cuisine : 40 tonnes de gaz sont entrées à Gaza en 10 jours quand les besoins quotidiens sont de plus de 300 tonnes. Pour 300 000 Gazaouis c'est aussi l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement qui sont inaccessibles. Et pour ceux qui ont accès à l'eau du robinet, elle reste impropre à la consommation dans 95% des cas.

Avec les destructions massives qui viennent se surajouter au blocus, le chômage a fortement augmenté pour atteindre des taux vertigineux de 70% et touche encore plus les jeunes de moins de 30 ans. Les usines sont détruites, 75% du bétail ont été tués et 17 000 hectares de terres agricoles ont été dévastés

Une aide internationale qui s'épuise

De la cinquantaine de pays dits donateurs, rares sont ceux qui ont honoré leur engagement.

Robert Turner, directeur de l'UNRWA, a admis que l'Agence n'avait reçu que 135 millions de dollars, l'obligeant récemment à suspendre son programme d'assistance à la population. Près de 60 000 familles recevaient alors l'aide de l'UNRWA pour réparer leur logement ou en louer un provisoirement. L'agence lance un appel "urgent" à la levée de 100 millions de dollars (91 millions de francs) pour ce seul premier trimestre. Elle met aussi en garde contre le risque de déstabilisation de la petite enclave durement frappée par la pauvreté et le chômage.

Une population enfermée, sans droit de visite

En 2014 le point de passage par Rafah a ouvert seulement 158 jours permettant le passage de 97 690 Palestiniens dans les 2 sens, contre 262 jours pour 302 240 Palestiniens en 2013.

Le 24 octobre dernier le passage a été fermé par l'Egypte suite à une attaque dans le Sinaï où 30 soldats égyptiens ont été tués. Depuis il a ouvert de façon exceptionnelle à trois reprises, essentiellement pour l'aide humanitaire d'urgence. Avec de nouvelles attaques meurtrières dans le nord du Sinaï le 29 Janvier, la réouverture du passage dans un avenir proche semble bien compromise pour les 17 000 Gazouis (parmi lesquels de nombreux malades et étudiants) enregistrés pour passer en Egypte, les 37 000 autres qui souhaitent quitter Gaza notamment pour effectuer le pèlerinage à la Mecque, et pour tous ceux qui veulent rejoindre Gaza, Palestiniens et internationaux.

La montée du désespoir

Au milieu des ruines, les Gazaouis s'organisent pour faire face à cette situation dramatique et résister encore et encore. L'entraide mutuelle est très forte, les réseaux de solidarité se multiplient à partir de nombreuses initiatives individuelles courageuses pour venir en aide aux plus démunis. Mais cette remarquable mobilisation et la volonté affirmée de retrouver une vie "normale", n'empêchent pas leur souffrance d'une vie enfermée et leur inquiétude quant à l'avenir.

"Gaza n'est pas seulement une ville de merveilles, mais aussi une ville d'histoires magiques et tragiques, une ville de temps suspendu et des souvenirs cruels, une ville d'âmes saccagées et d'autres âmes les pleurant; Gaza est une ville de misère." Ahmed Alostaz

AGIR POUR GAZA

Un blocage qui ne peut plus durer

Comment pouvons-nous admettre aujourd'hui qu'une population de près de 2 millions d'habitants, qui ne demande qu'à vivre, étudier, produire, soit plongée dans la misère, la destruction, le désespoir ? Et qu'une région autrefois prospère soit devenue dépendante d'une aide internationale qui travaille à fonds perdus pour réparer les dégâts de la puissance occupante, et n'a finalement plus les moyens de sa mission ?

Après la terrible agression de cet été, tout le monde convenait que rien ne pouvait continuer comme avant. Mais faute de volonté politique internationale, la situation est aujourd'hui bloquée.

Il faut changer de logique

A Gaza comme dans le reste de la Palestine, il faut d'abord casser le schéma en vigueur depuis plus de 20 ans, selon lequel les Israéliens ont les mains libres pour étrangler les Palestiniens, et les puissances internationales se chargent d'en réparer comme elles peuvent les conséquences.

Il faut un plan d'urgence pour Gaza, qui, tout en permettant au gouvernement palestinien de réconciliation nationale d'y exercer son autorité, mette fin au blocus de la bande de Gaza et donne à ce territoire les moyens de sa reconstruction et de sa renaissance économique.

Il n'y a rien à attendre d'Israël, dont l'objectif est de « ramener la bande de Gaza à l'âge de pierre », comme des responsables israéliens l'ont déclaré.

La communauté internationale doit prendre ses responsabilités et mettre en avant des mesures radicales. La première sera d'ouvrir le port de Gaza sous protection internationale, pour les voyageurs comme pour les marchandises, afin de sortir la population du désespoir et permettre une véritable reconstruction. Elle devra aussi exiger d'Israël l'ouverture, également sous protection internationale, d'un lien permanent et sécurisé entre la Cisjordanie et Gaza, sous contrôle exclusif des Palestiniens. Sans hésiter à recourir à des sanctions contre l'Etat d'Israël s'il s'oppose à ce plan.

Les Palestiniens de Gaza nous l'ont souvent montré : ils ont une énergie incroyable pour résister et rebondir ; encore faut-il que les forces internationales ne les laissent pas aux mains de ceux dont le projet est de les détruire, et crée les conditions du désenclavement, de la reconstruction et du développement.

La France et l'Europe doivent être à l'initiative de ce plan. Le temps presse, car la misère s'installe, le désespoir monte et la catastrophe n'est plus loin : personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.



Devenir Paysan en Voyageant - 2 -

DES PAYSANS BRESILIENS EN TRANSITION : «De la production de tabac vers la souveraineté alimentaire»

Nous sommes dans l'état du Santa Catarina au sud du Brésil. Cet article est issu d'un travail d'enquêtes réalisé auprès de 11 paysans Ici le paysage est constitué de moyennes montagnes verdoyantes recouvertes de forêt native tropicale (Mata Atlantica*). Des plantations d'Eucalyptus, de pins, et le développement agricole ont morcelé le paysage. La forêt native n'est plus qu'une mosaïque où s'est développée depuis 40 ans une production intensive de tabac.



Le tabac : une production intégrée et chronophage

Cette production est réalisée par des paysans qui plantent chaque année 3 à 5 ha de tabac, soit de 50 000 à 90 000 pieds. Cette plante annuelle nécessite beaucoup de main d'œuvre car toutes les opérations sont manuelles. Le terrain est accidenté et les moyens financiers limités, il est impossible de mécaniser. Pour récolter le tabac, il faut passer 3 à 5 fois sur chaque parcelle pour arracher les feuilles, elles sont ensuite séchées et triées. Le travail est considérable et répétitif. Toutes les cannes restantes dans les champs sont coupées à la débroussailluse.

Le revenu issu du tabac est sécurisé car la production est achetée chaque année par des industriels. Cette sécurité induit une contractualisation (1 à 5 ans) et une pression de la part des firmes sur les paysans. Les industriels imposent leurs semences, engrais, traitements, et les quantités à produire, il s'agit donc d'une filière intégrée. Les paysans n'ont que peu de marge de manœuvre dans cette production.

Le tabac mais à quel prix

Les inconvénients de cette production :

- La charge de travail ne permet plus de produire les aliments de base pour subvenir à leur besoins.

- Le repli du paysan sur son exploitation qui n'a plus le temps de s'investir dans la vie collective, ceci engendre une perte de dynamisme de l'espace rural et des problèmes de dépression. La plupart des producteurs de tabac prennent des antidépresseurs.

- Le revenu du tabac est attractif au premier abord. Cependant, il est nécessaire d'y déduire l'achat des nouvelles semences et produits pour l'année suivante ainsi que l'ensemble des nouvelles dépenses alimentaires induites par cette perte d'autonomie des paysans.

- Le recours aux traitements chimiques obligatoires engendre des problèmes de santé (mal de tête, vomissement...) et une contamination de l'eau qui est ensuite consommée par la population.

- Les enfants ne souhaitent pas reprendre les exploitations, il y a donc une augmentation des friches agricoles

- La perte de savoir-faire paysan est l'une des grandes conséquences : disparition de la culture vivrière et l'utilisation des aliments.

Des initiatives locales pour un retour à la terre

Pour faire face à cette production et à ses effets pervers, des paysans se mobilisent et modifient leur systèmes afin de diminuer voir d'arrêter la production de tabac. Ils démarrent des productions vivrières afin de subvenir à leurs besoins et sont conscients que leurs produits fermiers sont de meilleure qualité que ceux des supermarchés. Les nouvelles productions sont généralement biologique en : légumes, volailles, miel, lait...

Tous ces changements nécessitent des connaissances nouvelles, il n'est pas évident de s'improviser fromager ou apiculteur. La plupart du temps,

« NO AL CANAL ! »

ils diversifient leurs activités en faisant un peu de tout et en vendant les excédents sur les marchés locaux. Pour initier ces nouvelles productions des associations locales comme ACFAB accompagnent les paysans à sortir du tabac.

ACFAB donne des cours d'agroécologie et d'alphabétisation à 28 familles. Ces paysans échangent entre eux des semences, des plants et des techniques biologiques afin d'améliorer collectivement leurs techniques de production et devenir autonomes dans la production de leur propre alimentation.

Certains diversifient leurs revenus en faisant de l'accueil à la ferme grâce au réseau Acolhida na Colonia né de l'association française Accueil Paysan

Les difficultés du changement

Le Brésil est un grand pays qui se développe vite, or les infrastructures routières et de communication (internet et téléphone) ne suivent pas. La majorité des routes sont non goudronnées ce qui ne facilite pas le développement du tourisme et des changements de pratiques des paysans. La production de tabac est génératrice de taxes, elle n'incite pas les collectivités à développer des politiques en faveur d'autres productions.

Pour conclure, tous les paysans rencontrés et qui ont arrêté le tabac sont unanimes, « ils gagnent moins d'argent mais leur qualité de vie s'est améliorée » (alimentation saine, moins de stress et de charges de travail). Ces changements doivent limiter l'exode rural, développer des filières de commercialisation bio et le tourisme.

* Vidéo et info sur la culture du tabac : <http://devenirpaysan.wix.com/devenirpaysans>.



Nous revenons de trois semaines au **Nicaragua**, pays où notre fille a posé ses valises en juillet 2014.

Oui, nous avons vu de magnifiques panoramas, de majestueux volcans, de belles plages côté Pacifique. Mais ce qui a occupé majoritairement nos échanges avec le compagnon nicaraguayen de notre fille et toutes les personnes croisées est sans conteste le projet de Canal.

Le 22 décembre dernier, le président Ortega (initialement sandiniste mais qui a fait modifier la Constitution pour briguer un quatrième mandat en 2016), signait avec un consortium chinois un contrat aux ramifications multiples : le creusement d'un canal grand gabarit entre les côtes Pacifique et Caraïbes, la construction d'un aéroport, d'une liaison ferroviaire est-ouest, d'un oléoduc, de deux zones franches et l'aménagement de zones touristiques... Les Chinois ont tenu à faire graver leur dessein... dans la Constitution (!) pour parer aux changements d'orientation politique. Ce qui fait dire à certains que le Nicaragua devient une colonie de la Chine.

Resserrons notre propos autour du Canal lui-même. Les travaux commencent par la construction de deux ports, un à chaque extrémité. Le canal lui-même aura une profondeur de 35 mètres et une largeur oscillant entre 250 mètres et 530 mètres. Il permettra le passage de tankers de nouvelle génération, ceux qui mesurent 450 mètres de long et peuvent transporter 12.000 conteneurs, soit 400.000 tonnes de frets. Selon le pouvoir en place, il devrait faire sortir le pays de la pauvreté où il stagne depuis longtemps (42% de la population est sous le seuil de pauvreté).

Mais ce rêve n'est pas partagé par la population : des manifestations se multiplient depuis de nombreux mois, protestant contre les expropriations envisagées (30.000) d'une population largement paysanne, alertant contre le coup de boutoir à la biodiversité notamment dans la partie est du pays où les indiens Ramas et Nahuas, qui vivent dans la jungle, sont directement menacés. Ecologistes et paysans sont main dans la main pour dire NO AL CANAL, comme le 24 décembre où ils se sont affrontés aux forces de l'ordre le jour du démarrage théorique du chantier, un chantier dit « pharaonique ».

La contestation se radicalise de plus en plus : elle dénonce ce négoce privé entre la clique Ortega et les Chinois... Un des leaders paysans, Orlando Rodriguez, proclame que « le président Ortega est un capitaliste sauvage qui veut ruiner les paysans ». Un ancien commandant sandiniste, Victor Tirado, renchérit : « Ortega a trahi son peuple en le bradant à des chinois pour en tirer lui-même de juteux bénéfices ».

Le contrat signé (très opaque) donne toute latitude aux constructeurs chinois de choisir le tracé du canal et l'implantation des autres équipements (aéroports, zones franches et touristiques...).

Ce canal ne serait-il pas le paravent d'un projet politique plus vaste pour les chinois ? La base arrière de son implantation en Amérique Latine et la sécurisation de ses voies maritimes commerciales. Un canal stratégique pour certains, un accaparement de souveraineté pour d'autres !

Jean-Claude Brémaud



UN VILLAGE A EVRY ! ALTERNATIBA, LE VILLAGE DES ALTERNATIVES

développement

Alternatiba est un événement altermondialiste accueillant un large public autour d'alternatives concrètes pour répondre à la crise écologique à laquelle la planète doit faire face.

Après la publication du 5ème rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'association basque Bizi (" Vivre ! " en basque) œuvrant pour une transition sociale et écologique a fédéré 500 bénévoles et initié un grand village des alternatives dénommé Alternatiba qui s'est déroulé en plein cœur de Bayonne le 5 et 6 octobre 2013 et a rassemblé 12 000 personnes en un week-end. Un forum de dizaines d'initiatives, d'expériences alternatives, de conférences, dans tous les domaines de la vie quotidienne : agriculture, alimentation, énergie, habitat, transports, relocalisation de l'économie, consommation, finance, travail, éducation, etc., ont été présentées pour susciter des prises de conscience et conduire à des changements de comportement. Dans un esprit festif et convivial, ce week-end a visé également à créer une dynamique citoyenne au-delà de l'événement de Bayonne pour propulser d'autres Alternatiba en France et en Europe.

Depuis cet événement, plus d'une cinquantaine de villes et territoires ont vu éclore l'organisation d'autres Alternatiba. De Lille à Bastia, en passant par Nantes et Bordeaux, ces villages visent à mettre en valeur les alternatives au changement climatique et à la crise sociale pour démontrer que des solutions existent et faire pression sur les grands décideurs politiques et économiques, surtout en prévision de la COP21 à Paris (21ème conférence des Nations unies sur le changement climatique : " Paris climat 2015 ") qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015 au Bourget. Cette conférence doit aboutir à un accord international sur le climat qui doit permettre de contenir le réchauffement global en deçà de 2°C.

Les Alternatiba représentent le mouvement citoyen des populations mobilisées autour des enjeux climatiques et de la vision d'un modèle différent au modèle actuel de développement productiviste construit sur le pillage des ressources et les valeurs du profit à tout prix. Les Alternatiba, c'est agir ici et là-bas, aujourd'hui pour les générations futures. "L'engagement de chacun et chacune d'entre nous, auquel appelait si fort Stéphane Hessel, est aujourd'hui une priorité pour relever le défi

climatique" a ainsi clôturé à Bayonne, Madame Christiane Hessel, épouse de Stéphane Hessel, Marraine de la première édition d'Alternatiba, Village des alternatives.

Pourquoi pas un Alternatiba à Evry ?

La Maison du Monde a déjà l'expérience de proposer des initiatives en cohérence avec un monde plus juste et plus solidaire. Depuis une dizaine d'années, la Maison du Monde organise au mois de mai les Semaines du Consom'acteur qui propose des conférences et animations, notamment son Marché solidaire, autour de la promotion de la Consommation responsable. L'équipe de la Maison du Monde vous proposera cette année un Alternatiba à la place des Semaines du Consom'acteur pour entrer dans la dynamique lancée à Bayonne depuis plus d'un an et ainsi faire la démonstration, en prévision de la COP21 à Paris, que l'impact des dérèglements climatiques entraînera toujours plus de déséquilibres dans nos sociétés. Promouvoir une économie soutenable et une justice environnementale internationale devient nécessairement plus qu'urgent.

Marie Ponroy

RÉSISTONS

Lors d'un rassemblement citoyen à l'appel de journalistes essonniens organisé Place des Terrasses de l'Agora quelques jours après l'assassinat des journalistes de Charlie Hebdo, Julien Monier, journaliste à Essonne Info, a bien voulu nous donner son sentiment sur les événements.

Plus d'un mois après les lâches assassinats des 7, 8 et 9 janvier, la guele de bois n'est toujours pas partie. D'un côté, le souffle salutaire exprimé par les mobilisations spontanées, les rassemblements de solidarité, et toutes les marques d'hommage, montrent à quel point nous sommes sensibles à la défense de nos valeurs, et en premier lieu desquelles la liberté d'expression. Mais les tentatives de récupération et les appels à l'unité qui cachent mal un autoritarisme d'Etat, traduisent un écart toujours plus

grand entre les préoccupations des vrais gens et les priorités de nos gouvernants.

Alors que nous sommes de plus en plus nombreux à nous demander quelle légitimité ils ont pour nous imposer leurs vues, une majorité de citoyens reste malheureusement amorphe. La dureté de la vie, les réalités quotidiennes subies, le chômage et la précarité poussent chacun à se retrancher vers ce qui lui reste. Le vivre-ensemble ne se décrète pas. La lutte contre le repli sur soi ne se fera pas en ordonnant aux citoyens à aller vers les autres. Les injonctions entendues ici et là ne produisent en réalité que l'inverse de l'effet escompté. En qualifiant certains Français par leur origine, leur culture ou leur croyance, ces politiques et commentateurs de tout poil jouent à un jeu plus que dangereux.

C'est cette différenciation recherchée et voulue par certains qui attise les peurs, favorise les amalgames et détruit notre socle social à petit feu. Face à ce

mouvement, il ne reste aujourd'hui que nous. Organisés dans des associations, agissant comme citoyens ou comme groupes informels, c'est de nous que s'opérera la nécessaire remise en question de réalités trop souvent masquées. L'affront n'est que plus compris par une majorité de citoyens, trop « lucides » désormais pour même se déplacer voter. On mesurera à l'aune d'une abstention record lors du prochain scrutin départemental les dégâts causés par cette gestion toujours plus éloignée des citoyens.

Peut-être alors nous réveillerons-nous et ne laisserons plus à d'autres le soin de parler en notre nom. C'est le sens du combat que les journalistes et caricaturistes de Charlie Hebdo menaient, jusqu'à ce qu'ils se fassent froidement tuer. C'est à nous désormais de prendre parti et de poursuivre leur œuvre chaque jour autour de nous.

Julien Monier

courrier des lecteurs



Kenavo « cinéaste fellouze » !

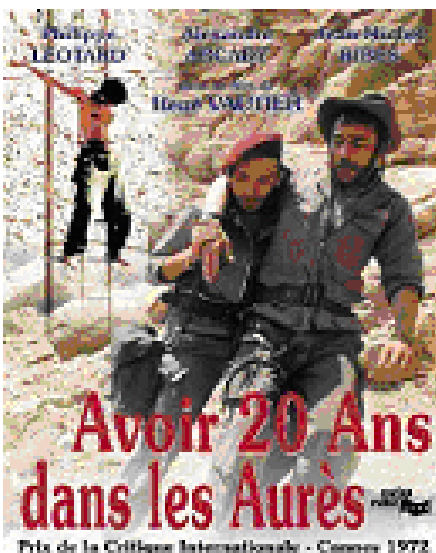
René Vautier, est décédé à Cancale (Ille-et-Vilaine) le 4 janvier 2015 à quelques jours de son 87ème anniversaire qu'il aurait fêté aujourd'hui. Si l'évènement n'a pas attiré votre attention, son nom devrait encore résonner dans la mémoire de nombre de lecteurs de cette Lettre de La Maison du Monde d'Evry.

Vautier, c'est l'homme à qui l'on doit la fin officielle de la censure politique au cinéma en France. En 1972, il sollicite, en tant que distributeur du film, un visa d'exploitation pour le documentaire de Jacques Panijel, **Octobre à Paris**, consacré au massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961 par les forces de police sous les ordres de Maurice Papon. Le visa est refusé. Le 1er janvier 1973, il commence une grève de la faim, exigeant « la suppression de la possibilité, pour la commission de censure cinématographique, de censurer des films sans fournir de raisons ; et l'interdiction, pour cette commission, de demander coupes ou refus de visa pour des critères politiques ». Durant laquelle les principaux chanteurs bretons donneront un concert à Pontivy, dans la salle d'apparat du château des Rohan. Il sera soutenu par nombre de cinéastes tels Robert Enrico, Jean-Luc Godard, Alain Resnais, Jacques Rivette, Claude Sautet, Agnès Varda,... Le ministre de la culture Jacques Duhamel cède. René Vautier met donc fin à sa grève de la faim après trente et un jours. La censure sera levée. Il ne subira plus le harcèlement d'Etat (confiscation de bobines et prison, poursuite pour atteinte à la sûreté nationale, interdiction de projection en salles ...), mais on continuera à taire son œuvre.

Né à Camaret-sur-Mer (Finistère) le 15 janvier 1928, il est l'auteur d'un œuvre où l'anticolonialisme tiendra un rôle essentiel. René Vautier aura pour l'Algérie une passion qui durera une grande partie de sa vie. Il y traitera de la guerre d'Algérie et y dénoncera en particulier la torture. En 1955 il tourne **Une nation, l'Algérie, histoire de la colonisation**. C'est ce film qui lui vaudra d'être poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'Etat. En 1957 et 1958, il entreprend **Algérie en flammes**, filmé dans les maquis des Aurès-Nementchas et le long de la fameuse ligne Morice. Mais rien n'est simple dans cette histoire de politique et d'amour puisque, de 1958 à 1960, Vautier passe vingt-cinq mois dans une prison clandestine du gouvernement provisoire algérien, à DenDen à l'ouest de Tunis. Alors qu'il est activement recherché par les Français, qui le qualifient de « *salopard de traître* » ou encore de « *cinéaste fellouze* », pour collaboration

avec les rebelles du FLN, ces mêmes rebelles l'ont incarcéré parce qu'ils le suspectent d'être un agent de Moscou, destiné à les infiltrer. Vautier s'en sortira de justesse. Ne gardant pas rancune de cet épisode aux indépendantistes algériens, il part dès l'indépendance s'installer à Alger. Il est nommé directeur du Centre audiovisuel d'Alger (de 1962 à 1965). Il y est aussi secrétaire général des Cinémas populaires. Il filme les premiers jours de l'Indépendance algérienne et tente de créer un dialogue, grâce à la vidéo, entre les peuples français et algérien.

« Avoir 20 ans dans les Aurès »



Enfin, toujours à propos de l'Algérie, René Vautier va signer en 1972 son film, sans doute le plus connu, **Avoir 20 ans dans les Aurès**. Dans cette fiction tournée en Tunisie (3), il raconte un épisode de la vie d'un commando, formé d'appelés bretons, qui en avril 1961 dans le massif des Aurès, affronte un groupe de l'Armée de Libération Nationale : il fait un prisonnier algérien. Le soldat français blessé au cours de l'accrochage, instituteur dans le civil, se rappelle les événements qu'il a vécus avec ses camarades au cours des derniers mois : leur opposition à la guerre en Algérie les a conduits dans un camp réservé aux insoumis ; il se remémore la façon dont leur chef a su les transformer, de jeunes Bretons antimilitaristes qu'ils étaient, en redoutables chasseurs de fellaghas, prêts à tuer et y prenant goût. Tous sauf lui, céderont progressivement à l'escalade de la violence...

Vautier aura interrogé environ six cents français appelés et rappelés du contingent, et au total, ce sont huit cents heures de témoignages sur cassette audio qui ont été enregistrées, ce qui justifie la précision donnée dans le film : *"La véracité de chaque épisode relaté peut être confirmée devant un tribunal par un minimum de 5 témoins"*. Un film qui, aux dires de Vautier, voulait apaiser sinon domestiquer une question obsédante : « Comment peut-on mettre des jeunes en situation de se conduire en criminels de guerre ? » René Vautier aura de grandes difficultés pour le réaliser. Ce n'est qu'en 1971 qu'il pourra le mener à bien.

Son film est sélectionné au Festival de Cannes de 1972 où il remporte le Prix de la critique internationale.

Mais le 10 novembre 1997, le film est de nouveau victime d'une polémique. Programmé à Tourcoing dans le cadre du Festival Différence organisé pour l'Année européenne contre le racisme, il est alors la cible du Front National.

Le film est alors accusé de propager une "vision incorrecte" de la guerre d'Algérie, de l'état des rappelés du contingent, et une apologie de la désertion alors même que Vautier démontre que la désertion est une impasse. Un ancien député RPR a même surenchéri à l'époque à propos de ce film "ordurier à l'égard des soldats français en Algérie, qu'il montre violeurs et traîtres", en parlant de "provocation et de trahison nationale".

En 1998, à l'heure où le Festival de cinéma de Douarnenez lui rendait hommage, une tornade d'éloges tourbillonnait autour de René Vautier, récompensé peu de temps auparavant par le grand prix de la Société civile des auteurs multimédia (SCAM) pour l'ensemble de son œuvre. « *Irréductible du cinéma militant* », « *utopiste courageux et nécessaire* », « *infatigable résistant* », « *vieux lion* » à la crinière blanche, tous ces hommages, sans doute sincères, dégageaient néanmoins des parfums, si non de sapin, du moins de remords.

Ramon Gomez

Pour celles et ceux qui souhaiteraient en savoir davantage, René Vautier avait publié ses mémoires aux éditions Apogée (diff. PUF) sous le titre *Caméra citoyenne*.

« FAITES L'HUMOUR, PAS LA GUERRE » CLOWNS SANS FRONTIÈRES

Mardi 3 février, la Maison du Monde a reçu Christophe Blandin-Estournet, directeur du Théâtre de l'Agora d'Evry, au titre de président de l'ONG Clowns Sans Frontières (CSF), qui a fêté en 2014 ses « 20 ans d'engagement ». Depuis que la formule « Café de l'actu » existe à la Maison du Monde, c'est bien la première fois qu'elle attire autant de monde, plus d'une cinquantaine de personnes. Il n'a pas été sans surprise d'ailleurs, puisque quelques clowns, qui se trouvaient à Evry dans le cadre d'une action « 7 clowns, 7 familles, 7 jours », se sont invités pour jouer les gentils perturbateurs.



Ce n'est donc pas en tant que directeur du Théâtre de l'Agora que Christophe Blandin-Estournet s'est présenté, mais comme « citoyen engagé fortement au sein de l'ONG Clowns Sans Frontières France ». Cette ONG a été créée au plus fort de la guerre dans les Balkans, quand Tortell, un clown espagnol et sa famille qui trouvaient insupportable cette situation, sont allés jouer des spectacles dans des camps de réfugiés bosniaques en Croatie. D'autres, notamment des artistes français ont rapidement suivi leur exemple et, aujourd'hui, il existe une douzaine d'associations CSF dans le monde, qui totalisent plus de 1 000 représentations par an, soit 3 spectacles par jour !

La mission

A l'origine le principe de CSF, c'est de visiter des terrains de conflits, de catastrophes naturelles, des zones de grande pauvreté ou de relégation extrême là où plus personne ne va, d'aller vers « ces invisibles du monde », dans les bidonvilles, les hôpitaux, les camps de réfugiés, pour y produire des spectacles en direction des enfants des rues ou des personnes déplacées. Ce ne sont jamais des spectacles conçus à l'avance, mais créés sur place avec des partenaires locaux (artistes, autres ONG...). Ces spectacles s'imprègnent du contexte, toujours dans le respect des « codes » locaux, la figure du clown permettant de dépasser l'obstacle de la langue. Le projet a beaucoup évolué en 20 ans, notamment

en s'ouvrant davantage à destination des adultes : parents, personnels administratifs ou de sécurité des camps et prisons.... CSF réalise une douzaine de missions par an, en réponse à des invitations d'ONG internationales ou locales ; chaque équipe étant constituée d'artistes divers : comédiens, danseurs, acrobates, jongleurs, musiciens, marionnettistes, photographes, et de logisticiens.

Les interventions des CSF peuvent aussi se dérouler dans une immédiateté, conscients de la « dimension quasi thérapeutique » de leur action. Ils participent d'un travail de « résilience avec une proposition fondée sur le rire », qui « ouvre un possible, un futur » où chacun peut se retrouver. Les artistes rencontrent d'abord les partenaires locaux et construisent les spectacles avec eux, à partir de leur contexte, paroles, situations. En mission, les équipes jouent « tout terrain », avec une grande économie de moyens, par exemple la scène est représentée par un

rideau que les artistes traînent depuis 20 ans, et qu'il faudrait changer tant il « pue », s'est amusé un des clowns présents, mais auquel ils sont attachés affectivement ! Par exemple des artistes sont allés à Tananarive à la rencontre d'enfants des rues dans le cadre d'un programme prévention sida, au Caire où ils ont joué dans un quartier informel (entendre bidonville) près d'un tas d'immondices, en Moldavie dans des orphelinats,... avec toujours le souci de mettre en œuvre des projets qui pourront perdurer au-delà de la mission en s'appuyant sur ces artistes locaux qui continueront l'action. A Tananarive, où ils se rendent depuis plusieurs années, les artistes locaux sont allés en amont du spectacle dans une sorte de prison pour mineurs, dans des écoles, pour collecter

les paroles des enfants. Au Caire, ils travaillent avec les artistes depuis quinze ans pour les enfants des rues, mais aussi avec des réfugiés érythréens, soudanais, syriens, pour « créer du lien entre les communautés égyptiennes et réfugiées ». Ils veillent toujours à ce qu'il y ait une structuration locale à même de permettre que les projets perdurent.

Pour les 20 ans de CSF, le bilan était de 120 missions, dans une quarantaine de pays pour près de 900 000 personnes. Une mission dure de 3 à 4 semaines. Tous les membres sont bénévoles, ils prennent sur leur temps de congés et n'ont pas d'horaires de travail. Ils ne viennent pas pour délivrer un message mais partent du contexte pour construire le



spectacle. Ils s'adressent en priorité aux enfants, mais les adultes, parfois tendus au départ, se prennent au jeu ; un exemple, au Caire, où l'appel à la prière à la mosquée voisine s'est fait entendre pendant le spectacle et où la prière a été très nettement raccourcie ! La distance que pose le clown avec des situations parfois insoutenables mises en spectacle permet aussi de dire et de se faire entendre. Dans ce voyage au cœur de la grande misère, l'humour permet de rire au bord des larmes et, sans le rire, c'est l'échec assuré.

Pour faire un don, s'adresser à :
Clowns Sans Frontières – 70 bis rue de
Romainville – 75019 Paris

L'association

CSF est une ONG singulière qui se décline autour de quatre axes :

- humanitaire, car elle intervient auprès de victimes de catastrophes de tous ordres,
- artistique, cela va de soi,
- de développement, car les projets se réalisent dans la durée,
- de témoignage, pour rapporter ce qui a été vu et réalisé, avec un fonds iconographique important.

A ce titre, elle a reçu en 2014 un « Prix pour la paix », avec une somme de 40 000 euros, ce qui représente le coût de trois missions, le budget global de l'association étant d'environ 400 000 euros par an, constitué de subventions et surtout de dons. C'est la donne financière qui limite principalement les actions, ainsi le manque de disponibilités des bénévoles pour répondre à des projets dont la cohérence éthique reste le préalable. CSF est en lien étroit avec le ministère des Affaires étrangères, pour coordonner les missions vers des destinations difficiles. Pour 2015, il est prévu d'aller dans des territoires dont on ne parle pas, comme ils l'ont fait il y a 15 ans dans les camps Karens en Birmanie. Un projet est prévu à Jénine en Cisjordanie avec des artistes égyptiens pour favoriser la coopération régionale, ainsi que dans des camps de réfugiés syriens.



CSF est une association, avec un Conseil d'Administration, composé de personnes qui partent régulièrement en mission et des parrains artistes influents comme Matthieu Chedid ou Arthur H.

Les artistes qui partent peuvent être des célébrités comme Ibrahim Maalouf, mais tous s'inscrivent dans les protocoles de CSF et vivent aux mêmes conditions du terrain, sans confort ni rémunération, en restant vigilant à s'intégrer au plus respectueux de la population locale. Récemment l'association a été éprouvée par l'actualité dramatique de ce début janvier : Tignous, qui a été assassiné, avait participé à des missions aux Philippines, en Birmanie et dans la « jungle » de Calais.

CSF n'est pas obsédée par sa communication quant au travail réalisé. Pour partie elle touche des subventions et est donc redevable d'évaluation. Plus important que la communication, le respect de sa charte éthique, que chaque artiste relit avant de partir en mission car s'il doit se comporter en artiste il est aussi porteur

de valeurs. Pour lui, c'est « plus important de jouer devant 25 gamins » qui vivent dans des conditions pires que la prison : « Que se passe-t-il à ce moment-là ? demande Christophe Blandin-Estournet, comment le mesurer ? »... sinon par le rire provoqué. Il voudrait cependant travailler sur certains indicateurs : par exemple, prendre des photos des enfants assistant à un même spectacle juste avant puis juste après afin de démontrer que les regards ont changé ; une constante s'impose : le sourire.

D'où un projet qui commence à se formaliser : faire reconnaître comme un **droit de l'Homme fondamental « le droit à l'enfance, à l'émerveillement, de la naissance à la mort »**, projet soutenu par l'Unesco.

Ces artistes font un travail parfois psychologiquement éprouvant, avec une trop grande charge émotionnelle, comme avec les enfants-soldats du Congo ou ceux du Sri Lanka qui ont sauté sur des mines. C'est pourquoi, après chaque mission, ils respectent un protocole qui consiste en un débriefing sur place puis au retour sur ce qu'ils ont vécu, pour dire ce qui peut sembler indicible. Mais, comme a dit Christophe Blandin-Estournet, « l'indicible, ce n'est pas ce que l'on ne peut pas dire, mais ce que l'autre ne peut pas entendre ».

Michel Chesseron

La Maison du Monde d'Evry

vous invite au

Café de l'actu



•Le réseau *Osez le féminisme!* est né en juin 2009. Il a été créé par quelques militant-e-s et mobilisé-e-s pour défendre le *Mouvement Français pour le Planning Familial* dont les crédits budgétaires étaient menacés de suppression. L'antenne du 91 s'est créée pendant le mouvement des retraites et sa 1^{ère} réunion s'est tenue le 1^{er} décembre 2010 à Ris-Orangis. Organisé-e-s tout d'abord autour d'un journal, nous travaillons dans des groupes thématiques.

•*Osez le féminisme!* est une association qui s'affirme universaliste, laïque, progressiste et abolitionniste. Nous revendiquons notre indépendance politique et nous travaillons au sein du mouvement féministe. Nous participons d'ailleurs à « *Féministes en mouvement* », un réseau d'une cinquantaine d'associations féministes à travers la France.

**Osez le
féminisme !**

Mardi 3 Mars 2015

Entre 18h30 et 20h30

18h30 : Apéro bio équitable

19h00 : Débat

GRILLE N° 129

Cuba si !

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

Horizontalement

I. Le geste d'Obama de rétablir les relations diplomatiques avec Cuba a une portée «que retiendront les générations à venir». **II.** L'embargo depuis 1962 avait quelque chose d'«aberrant». Dès que ce geste a été «connu», il a été approuvé par l'ensemble des pays du monde. **III.** La crise dans ce «pays voisin» a précipité le revirement du régime castriste. **IV.** Cette réunion annuelle de l'ONU se félicitera de ce changement de climat entre ces deux pays. Pour G.W. Bush et les Républicains, sans doute Cuba restera-t-il dans l'axe du «Mauvais» ! **V.** Ce n'est quand même pas demain que Cuba fera partie de l'«Organisation du Traité de l'Atlantique Nord» ! Grâce à la médiation efficace du pape François, sans doute beaucoup de chrétiens penseront-ils que le «Ciel» y est pour quelque chose ! **VI.** Article espagnol. Par ce geste, des prisonniers vont être «élargis» de part et d'autre. **VII.** Le peuple cubain lui-même va pouvoir espérer sortir de son «enfermement». **VIII.** Selon un dissident cubain, par son geste Obama «enleva» tout «alibi au gouvernement pour justifier la répression». Lettres d'amerlo en désordre. **IX.** L'argent envoyé par de nombreux exilés cubains à leurs familles représente pour elles des «revenus réguliers» appréciables. **X.** Si les Cubains ont survécu à l'embargo, c'est en partie grâce à l'aide des pays du «bloc soviétique». A la tête du clergé cubain. «Vieux», comme Fidel. **XI.** Depuis plusieurs décennies, en raison de l'embargo, il y a eu une «dégradation progressive» des conditions de vie du peuple cubain.

Verticalement

1. «Gros cigare cubain», mais pas que. La majorité des Cubains n'ont pas les moyens de s'offrir ce genre de «voiture» neuve. **2.** Malgré le régime communiste, il y a de grandes «disparités» entre les citoyens. **3.** Ce mot peut évoquer la «musique», si riche à Cuba. Avec l'éducation et le sport, le bon niveau de ce «secteur d'activité» sera-t-il remis en cause par l'ouverture annoncée ? **4.** Conscient de l'immense portée de leur geste, chacun devait avoir un «tremblement dans la voix». **5.** Ce mot concerne un «guide pour le yoga». Le rétablissement des relations diplomatiques ne peut pas se faire «du jour au lendemain». **6.** Prénom d'un des deux présidents. Furieux, beaucoup d'exilés cubains, en Floride surtout, émettent beaucoup de «réserves» sur ce changement radical. **7.** Cette «situation géographique» de Cuba a favorisé son enfermement. Le régime athée de Cuba a dû passer, aux yeux de beaucoup de croyants, pour un suppôt du «diable». **8.** Ce coup de tonnerre a fait «étinceler» une petite lumière dans le regard de chaque Cubain. On ne rencontre pas ce «saint» à Cuba mais au Brésil. **9.** C'est bien lui, «le grand voisin» qui, pendant plus d'un demi-siècle, a puni le peuple cubain en cherchant à abattre le régime castriste. Un néerlandais. Lettres de Guantanamo. **10.** Le même «grand voisin» dans une autre version. Permettre l'ouverture de Cuba, ce n'est que «bien-fondé» pour son peuple.

Solution de la grille n° 128
NOUS SOMMES CHARLIE
page 3

agenda

Dimanche 1er mars

A 14h

Salle Bexley

Débat sur l'intégration en France

Avec les Amis anatoliens d'Evry

Mardi 3 mars

A 18h30

A la Maison du Monde

Café de l'actu

Carte blanche à l'association

"Osez le féminisme"

Avec Marie-Anne Bachellerie

Jeudi 5 mars

A 19h30

Maison des Syndicats

Conférence-débat :

« La Grèce, un espoir pour l'Europe ? »

Avec Roxane Mitralias, sociologue
voir page 11

Samedi 14 mars

De 14h à 18h

Assemblée Générale de la Maison du Monde

Fin mars

Forum Social Mondial de Tunis étendu à l'Essonne

Mardi 7 avril

A 18h30

A la Maison du Monde

Café de l'actu

Retour du FSM de Tunis